

2. *A propos du colloque d'Archéologie Industrielle des 26 et 27 mai 1973. Université de l'Etat à Mons, Le Grand-Hornu.*

On a déjà répété que le Colloque d'Archéologie Industrielle des 26 et 27 mai 1973 avait une portée nationale. Le succès rencontré lui a en effet conféré cette dimension. Plus de 150 personnes ont assisté à la séance publique du samedi 26 et le dimanche 27, 80 participants se sont inscrits pour les travaux au Grand-Hornu. Toutes les Universités belges étaient représentées. M. Neil COSSONS, un des spécialistes anglais en la matière, a accepté de prendre la parole; deux professeurs de la Hoge Technische School de Delft sont venus à Mons et à Hornu.

Organisé, sous le patronage de l'Université de l'Etat à Mons, par la Faculté des sciences économiques et sociales, le Colloque avait pour but de sensibiliser le public le plus large possible et de réunir pour la première fois en Belgique tous ceux qui s'intéressaient au problème. Il semble bien qu'il y ait réussi.

\*  
\* \* \*

Le samedi 26, à 14 h 30, dans la salle académique de l'Université, la séance publique a commencé par une conférence de M. Georges van den ABELEN, docteur en philosophie et lettres et conseiller général de la Fédération des Entreprises de Belgique : *L'archéologie industrielle, pourquoi ?* Personne n'était plus autorisé pour ouvrir les débats. La revue "Industrie", qu'il dirigeait, a été la première en Belgique, à éditer en 1963 une étude sur le sujet sous la signature du Professeur GREEN de l'Université de Manchester. En 1968, c'est grâce à lui que paraissait dans cette même revue un article sur le Grand-Hornu et il publia lui-même toujours dans "Industrie" en 1972, sur l'archéologie industrielle, une conférence d'un grand intérêt, admirablement illustrée, munie d'une bibliographie abondante, qu'il avait prononcée en décembre 1971 devant le groupe de travail que venait de créer le Professeur Jan DHONDT à l'Université de Gand.

*L'Archéologie industrielle, pourquoi ?* (1). Certains doutes, certains préjugés s'attardant, M. van den ABELEN a préféré répondre de manière systématique. Les motifs qui, un peu avant

(1) Le texte in extenso de cette conférence sera publié dans les *Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Lettres et Arts du Hainaut*.

1955, ont fait naître en Norvège et en Angleterre l'Archéologie industrielle sont différents de ceux qui ont suscité l'Archéologie gallo-romaine par exemple. Aux origines de cette dernière, on a cherché à trouver des monuments qui complétaient les renseignements relativement épars transmis par les auteurs latins sur nos régions. Ils sont différents aussi de ceux qui susciterent vers 1860 l'éclosion de l'Archéologie préhistorique. Dans ce cas, c'est la théorie de l'évolution élaborée par Darwin qui éclaira les découvertes d'objets "antédiluviens" par des chercheurs isolés. Pour l'Archéologie industrielle, on peut trouver deux causes : l'intérêt déjà ancien porté à l'histoire de la Révolution Industrielle et la menace qui pèse, inéluctablement, sur les plus anciens vestiges de ce tournant de l'Humanité. C'est donc l'Archéologie d'une civilisation - la civilisation industrielle - qui est toujours vivante, qui n'est en rien révolue. Toutefois, certains auteurs - M. van den Abeelen a cité Arthur RAISTRICK et il faudrait certes y joindre d'autres noms comme celui d'Angus BUCHANAN - discutent de la date de départ de l'Archéologie industrielle : pourquoi ne pas étudier, par exemple, dans ce cadre, les mines de silex de la préhistoire d'autant que des gisements ont pu être exploités sans solution de continuité pendant de longs siècles ? Il en est de même de tout type d'outillage. Le débat est, à mon avis, d'ailleurs plus large : il porte sur les origines de la Révolution Industrielle et sur la signification de ce thème. M. van den Abeelen, de son côté, a insisté sur le caractère *achronique* de la Révolution Industrielle, donc de l'Archéologie industrielle et il n'a pas craint d'évoquer les engagements philosophiques suscités par la civilisation industrielle et qui débouchent également sur l'Archéologie industrielle quoiqu'il préfère penser que les sciences humaines doivent se tenir, dans la mesure du possible, à l'écart de ce genre de contraintes. Passant ensuite à la mission immédiate de l'Archéologie industrielle en Belgique, l'orateur explique : "il faut agir, il faut préserver un souvenir aussi précis que possible des monuments où se sont élaborés les instruments de notre civilisation d'aujourd'hui, les sources d'énergie qui ont fait tourner les machines, les réseaux de communication qui ont assuré le cheminement des fabricats, les docks et les entrepôts où on les a temporairement accumulés, les magasins grands et petits où on les a vendus". Les préservations et les restaurations resteront rares. Ce qui importe d'abord, c'est la description aussi précise et aussi complète que possible des bâtiments et objets anciens, la collecte de toute espèce de documents s'y rapportant, la publication de monographies sectorielles et régionales sans oublier l'étude des paysages pour laquelle la photographie aérienne rendra de grands services. En terminant, M. van den Abeelen

émet le voeu d'une coopération interdisciplinaire : architectes, ingénieurs, historiens et géographes doivent coopérer à l'établissement des inventaires et des fichiers. Mais la coopération doit être aussi internationale - nous devons nous inspirer des travaux faits à l'étranger - comme elle doit être également la coopération des universitaires et des amateurs, des érudits et des curieux car c'est de cette façon que l'Archéologie industrielle a si bien réussi en Grande-Bretagne.

L'Archéologie industrielle est, en effet, devenue Outre-Manche une discipline très populaire, à savoir qu'elle suscite l'intérêt d'un grand nombre. Preuve en est la projection par la B.B.C. de plusieurs films d'archéologie industrielle ainsi que leur audience : le chiffre de 4 millions de téléspectateurs a été cité. Kenneth HUDSON, le fondateur de la revue "Industrial Archeology" est venu en Belgique présenter lui-même deux d'entre eux; à l'intervention encore une fois de M. van den Abeelen, l'un a été projeté à l'Université de Gand dans le séminaire du Professeur Dhondt, l'autre à la Bibliothèque Royale Albert 1er à Bruxelles. Grâce à Kenneth HUDSON et à Ray SUTCLIFFE, Directeur de la série "Chronicle", la B.B.C. TV a accepté de prêter celui qui a été réalisé en 1972 lors de l'attribution du Prix d'Archéologie Industrielle. La traduction en langue française des commentaires a été mise au point avec la collaboration de l'Ecole d'interprètes internationaux de l'Université de Mons.

Si ce film, qui suit la conférence de M. van den Abeelen, a été intitulé *Réalisations d'archéologie industrielle en Angleterre*, c'est qu'il se compose de 6 séquences concernant chacune un projet d'Archéologie industrielle plus ou moins en cours de réalisation et qui ont permis de se rendre compte de la diversité des recherches menées. La restauration de la station de pompage des eaux de Ryhope, près de Sunderland, grosse ville industrielle de la région minière de Newcastle, est directement liée, sans aucun doute, à la Révolution industrielle de même que les travaux d'un étudiant d'Oxford, Philip RIDEN, qui prépare une thèse de doctorat sur une grande usine à fer, la firme Butterley à Ironville, dans les bassins houillers des Midlands, en collaboration avec la Société d'Archéologie industrielle du Derbyshire. Un autre projet concerne les aspects sociaux de la Révolution Industrielle : deux jeunes étudiants de l'Ecole galloise d'architecture analysent dans les environs de Cardif, des maisons ouvrières que l'on est en train de détruire; leur but est de répertorier et de décrire minutieusement chaque type de logement. Ailleurs, dans une vallée du Nord du Yorkshire redevenue rurale, la vallée de Colne, toute une communauté s'affaire à la création d'un musée du tissage, le travail à domicile ayant persisté dans la chaîne

Pennine tard dans le XIXe siècle à côté des fabriques mécaniques; il s'agit donc là d'une activité traditionnelle qui s'est maintenue et a même connu un nouvel essor, quoique passager, à cause de la Révolution Industrielle. Ce sont aussi des techniques traditionnelles qui font l'attrait du musée de Stickelpath dans le Devon, aux portes des Cornouailles. Au début du XIXe siècle, un entrepreneur audacieux a transformé son moulin à eau en manufacture d'outillage agricole; celle-ci vécut, sans grande transformation et toujours aux mains de la même famille, jusqu'en 1960. Le dernier film est tout différent : la Société d'Archéologie Industrielle de Salisbury et du Sud du Wilthshire relève les bornes et les signaux routiers anciens dans le South-West, aux environs de la célèbre station préhistorique de Stonehenge.

Destiné au grand public, le film de la B.B.C. n'a certes aucune prétention scientifique. Certes, il ne donne qu'une faible idée de tout ce qui a été fait en Grande-Bretagne dans le domaine de l'Archéologie Industrielle, mais il permet de mesurer concrètement, comme les diapositives projetées par M. van den Abeelen après sa conférence, ses apports à la connaissance scientifique du passé. On a pu juger également du rôle des amateurs dans sa diffusion, s'apercevoir de la nécessité d'une étroite coopération entre diverses disciplines et comprendre comment les animateurs, en intéressant des couches fort larges d'un vaste public, ont réussi, en moins de 20 ans, à réunir une énorme documentation, à préserver quelques monuments choisis, à créer plusieurs musées.

\*  
\*   \*  
\*

Le Colloque a tenu ses séances du dimanche 27 mai dans les locaux du Grand-Hornu mis bénévolement à la disposition des organisateurs par l'architecte Henri GUCHEZ qui, on le sait, a acheté ce monument exceptionnel et est en train de le restaurer avec magnificence. La réunion du matin a été présidée par M. Herman BALTHAZAR, Professeur à la V.U.B. et président du groupe de travail d'Archéologie Industrielle créé par le Professeur DHONDT. L'après-midi, la présidence a été assurée par M. Georges van den Abeelen.

M. le Professeur Balthazar a commencé par rendre hommage à la mémoire de Jan Dhondt qui, avec sa perspicacité coutumière, a compris l'intérêt de l'Archéologie Industrielle et favorisé un premier départ.

M. François ROELANTS du VIVIER, licencié en histoire de l'art et

archéologie qui a consacré son mémoire de licence au site du Grand-Hornu, a fait des *Propositions de normes pour la description d'un monument d'archéologie industrielle*. Dans le but d'entreprendre l'inventorisation, combien nécessaire en Belgique, des bâtiments puis des objets, M. Roelants a mis au point "une fiche qui, dit-il, a l'ambition d'être aussi complète que possible mais surtout d'être comprise et bien complétée par une personne n'ayant aucune connaissance de l'archéologie industrielle". Il a parfaitement raison de souhaiter que des bénévoles appartenant à des sociétés locales d'archéologie ou d'histoire ou de simples curieux puissent contribuer à l'inventaire.

De nombreuses interventions après l'exposé ont permis à M. Roelants d'améliorer la fiche descriptive qu'il avait soumise. Cette dernière est publiée en annexe I avec une note explicative. Nous nous excusons près des nombreux intervenants - MM. Arnould, Baetens, Balthazar, Duvosquel, Génicot, Gosselain, Hélin, Stiennon, Vasseur, Van den Abeelen et Vervoort - de ne pas reproduire leurs remarques et suggestions dans le détail.

En présentant M. Charles LEVA (2), le Professeur BALTHAZAR a insisté sur l'originalité de sa communication. En effet, c'est la première fois, a-t-il déclaré, que la photographie aérienne est mise au service de l'archéologie industrielle. M. Leva a commencé à faire de la photographie aérienne en 1965 et il a dû déjouer bien des embûches. Grâce aux conseils de collègues étrangers, il a mis au point une méthode de travail à l'époque inexistante en Belgique. Il insiste également sur le rôle de l'équipe qui l'entoure car la photographie archéologique aérienne ne peut se concevoir sans pilote spécialement entraîné, sans informateurs locaux, sans technicien qui accepte de faire des reproductions en un temps record. Il remercie aussi l'Administration de l'Aéronautique de sa collaboration efficace. L'interprétation des documents obtenus ne pose guère de problèmes quand il s'agit, en archéologie industrielle, de structures permanentes, c'est-à-dire de bâtiments visibles au-dessus du sol. Les problèmes deviennent difficiles à résoudre quand on a photographié des traces d'activités passagères pour lesquelles il reste peu ou pas du tout de documents écrits : de nombreuses carrières en sont l'exemple. Après avoir évoqué les préalables méthodologiques, M. Leva a montré des diapositives d'une vingtaine de sites différents allant du néolithique à l'époque contemporaine; il est de ceux en effet qui estiment que l'archéologie industrielle ne doit pas se limiter dans le temps.

(2) Le texte de la communication de M. Charles LEVA sera publié dans le *Bulletin du Crédit Communal de Belgique*.

L'orateur a successivement commenté des photographies des mines néolithiques de Spiennes, d'un aqueduc romain à Tongres, d'une sépulture d'un maître de carrières à Antoing, de fours de tuiliers, potiers, etc... à Marilles près de Jodoigne. Je m'attarderai sur l'intérêt tout spécial des vues en couleurs d'exploitations de minerai de fer du Namurois, à St.-Denis-Bovesse, aux Isnes et à Rognée. Aux alentours des puits et du filon parfois visible en surface sur des centaines de m<sup>2</sup> se lisent aussi sur le sol de nombreuses faudes de charbonnier; la couleur rougeâtre des scories des bas-fourneaux est particulièrement caractéristique. Des carrières aujourd'hui comblées de gisement soit de sable soit de terre plastique près du célèbre site romain de Librechies apparaissent plus nettement sur des photographies d'hiver quand l'enneigement accentue les limites. M. Leva présenta ensuite des vues générales du Grand-Hornu prises en 1968, qui montrent mieux que toute autre la majesté de cet ensemble prestigieux ainsi que la photographie d'un charbonnage arasé et de puits délaissés à Couthuin près de Landenne-sur-Meuse. Enfin, les prises de vues de plusieurs lignes de chemin de fer abandonnées - le tram Zaman d'Eghezée, les lignes d'Oreye à Borgloon, de Gembloux à Chaumont-Gistoux, de Nivelles à Fleurus et d'Ingelmunster à Courtrai - permirent de mesurer tout ce que l'archéologie industrielle peut espérer de la photographie aérienne. En un mot, la valeur des travaux de M. Leva n'est plus à souligner d'autant que, chercheur isolé, il n'est soutenu que par son enthousiasme.

M. Jacques STIENNON, professeur à l'Université de Liège, tout en étant médiéviste de formation, a aussi été un des premiers en Belgique à saisir la nécessité de l'archéologie industrielle. Il a déjà obtenu du Conseil d'administration de son Université qu'un collaborateur scientifique spécialisé dans cette discipline, M. Léon WILLEM, soit adjoint à sa chaire d'archéologie. Il s'est déjà attaché à des cas spécifiques comme le prouve sa communication *Problèmes d'archéologie industrielle dans la région liégeoise*. L'industrialisation du bassin houiller et sidérurgique des environs de Liège a fait l'objet depuis ces vingt dernières années de recherches fort approfondies. M. Stiennon s'est employé à dégager, sur le plan de la documentation archéologique, différents types utiles de sources et à indiquer la mise en oeuvre de quelques-unes d'entre elles. Il est saisissant d'entendre les effets tonitruants du style grandiose de Victor Hugo dans sa description du bassin de Seraing. M. Stiennon a énuméré d'autres

écrits littéraires du XIXe siècle qui constituent de véritables sources pour l'archéologie industrielle et il n'a pas manqué de citer les archives si riches de l'Administration des Mines dont la compétence recouvrait non seulement l'industrie extractive mais encore la sidérurgie, toute espèce de machine à vapeur, les briqueteries, cimenteries, verreries et cristalleries. A côté des plans, comme ceux qu'a édités Etienne HELIN, il ne faut pas oublier les lithographies dont les plus connues sont celles de la Belgique industrielle, toute espèce de dessin ou peinture, tel un lavis d'encre de Chine de Lambert Libert qu'a montré l'orateur et même les cartes postales illustrées rééditées tout récemment. M. Stiennon a ensuite analysé, sous l'angle de la documentation archéologique, la thèse remarquable publiée en 1971 par Mme CAULIER-MATHY sur *La modernisation des charbonnages liégeois pendant la première moitié du XIXe siècle*, ainsi que la monographie particulièrement fouillée de J. RENARD consacrée à *La Houilleries à Wandre : vie et mort d'une industrie multiséculaire* (éditée dans Bulletin de l'Institut Archéologique liégeois, 1968 et 1969). Il a opportunément souligné la partie de cette étude portant sur les essais de gazéification souterraine des années 1945 à 1952 : en effet, j'ajoute que l'archéologie industrielle aurait tort de ne reprendre que les débuts de l'industrialisation, de se laisser piéger, comme l'érudition historique l'a fait trop souvent, au thème des origines. En ce qui concerne le paysage industriel, l'importance archéologique des terrils n'a pas encore été perçue et si l'Administration des Mines en liaison avec le Service d'Assainissement des Sites Charbonniers étudie ces témoignages particulièrement caractéristiques des bassins houillers, M. Stiennon souhaite qu'un géographe et un archéologue soient joints aux équipes déjà au travail. Enfin, il évoque un domaine différent de l'archéologie industrielle, le logement ouvrier en décrivant rapidement un phalanstère bâti vers 1840 par les Cristalleries du Val-Saint-Lambert, tout en regrettant d'avoir dû laisser de côté bien d'autres aspects des recherches menées en la matière, dans la région liégeoise.

J'avais espéré qu'en complément de la communication du Professeur Stiennon, M. Léon WILLEM, ingénieur aux usines Cockerill et collaborateur scientifique au séminaire d'archéologie de l'Université de Liège, viendrait parler du Musée qu'il dirige. "Le musée du fer et du charbon", né aux Usines des Venues vers 1950 de l'initiative intelligente de René EVRARD, a appartenu par la suite aux usines "Espérance-Longdoz", fusionnées actuellement avec "Cockerill-Ougrée". A la suite d'un malentendu, il n'en a malheureusement pas été ainsi.

Les deux dernières conférences portèrent sur des sujets plus

précis. M. Neil COSSONS, Directeur du Musée d'Ironbridge présenta celui-ci et M. Léon PLATTENS traita du Grand-Hornu.

Dans la ville nouvelle de Telford, comté de Shropshire, vient d'être ouvert un parc national d'archéologie industrielle. M. Cossons commença par justifier le choix du site et la justification n'est pas difficile puisqu'il comprend à la fois Coalbrookdale où Abraham Darby réussit en 1709 à réduire du minerai de fer avec du coke, Ironbridge le plus ancien pont en fonte qui fut jamais coulé, la rivière Severn et le canal du Shropshire creusé au XVIIIème siècle pour les besoins de l'industrie naissante. D'autres témoins des débuts de la Révolution Industrielle vinrent compléter ces premiers vestiges. Ceux-ci étaient bien conservés parce que la région qui fournit au XVIIIème siècle tout ce dont une industrie de taille réduite avait besoin, fut délaissée quand l'industrialisation se transforma. Le parc national compte donc le musée des premiers hauts-fourneaux au coke, et à environ près de 10 km, "l'Open Air Museum de Blists Hill" au coeur d'un ensemble boisé de 42 ares où l'on peut admirer plusieurs types de transport originaux du XVIIIe siècle, un atelier de poterie en activité, des ouvriers qui utilisent encore les méthodes de Cort et de très nombreuses machines qui ont été démontées en divers endroits et reconstituées; entre les deux se trouvent les bouveaux d'un charbonnage du XVIIIe siècle, le "Rose Cottage" datant de 1642 que devaient habiter les premiers fondeurs de Coalbrookdale et d'autres cottages des ouvriers qui ont été restaurés. L'"Ironbridge Gorge Museum Trust", propriétaire de l'ensemble, a fait de ces derniers un lieu de séjour pour les étudiants qui s'intéressent à l'histoire de la sidérurgie ou pour les nombreux volontaires qui ont collaboré à l'édification du Parc. Les très belles diapositives montrées par M. Cossons ont permis d'entrevoir les richesses muséographiques qui ont été réunies et de donner une idée de l'atmosphère générale. M. Cossons a aussi fourni des indications sur le financement de l'entreprise, financement dans lequel les autorités publiques n'intervinrent que faiblement et qui a été presque exclusivement assuré par le mécénat privé : celui-ci - et en particulier les industriels directement touchés à vrai dire, par ces lointains souvenirs - a apporté au départ 500.000 Livres. Et M. Cossons insiste encore en terminant, sur l'enthousiasme de tous ceux, fort nombreux, qui sont venus à Ironbridge, oeuvrer de leurs mains à la mise en place de l'ensemble.

Répondant à une question de M. Roelants du Vivier, M. Cossons précise que bien des réticences et des résistances ont dû être vaincues et qu'il n'a même pas encore été possible de faire voter la législation nécessaire. En ce qui concerne la conscience que l'on a pu avoir à l'époque, de l'importance des découvertes de Coalbrookdale,

problème que soulève M. Hélin, M. Cossons évoque les nombreuses visites, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de spécialistes étrangers venus de France, Russie, Belgique, mais surtout de Suède.

M. Van den Abeelen a salué ensuite en M. Léon PLATTENS un des volontaires dont l'importance a été si opportunément soulignée par M. Cossons. M. Plattens, dont le hobby est le cinéma, s'est passionné pour le Grand-Hornu dès 1968 et y a entrepris le tournage d'un film. Il avait compté présenter celui-ci mais l'occultation était insuffisante. Je m'excuse encore à son égard de ces dispositions malencontreuses. Toutefois, M. Plattens ayant réuni des milliers de documents sur le Grand-Hornu, il a bien voulu nous donner la primeur des recherches nombreuses et variées qu'il a menées à Mons, à Bruxelles, à Paris et à La Haye. Cette documentation, dont, avec M. van den Abeelen, je souhaite la publication au plus tôt avec l'apparat critique qui s'impose, concerne essentiellement les premiers contacts de Degorge avec le Grand-Hornu, le creusement successif des divers puits, enfin les diverses acquisitions foncières qui permirent à Degorge de construire les Ateliers et les maisons de la Cité. Les textes les plus neufs, à mon sens, doivent venir, d'après ce que j'ai compris, des fonds de l'Administration du Cadastre, de l'Administration des Mines et de fonds notariaux non encore déposés, ainsi que des Archives du Grand-Hornu conservées aux Archives de l'Etat à Mons.

Il n'est pas sans intérêt de confirmer le texte de l'an X que j'ai trouvé naguère dans la liasse 873 du Fonds dit Régime français des Archives de l'Etat à Mons par des lettres de l'an XIII qui montrent beaucoup mieux l'ampleur du commerce de charbon de Degorge dans le Borinage.

M. Plattens a eu la patience de localiser sur les plans et sur le terrain les 12 puits du charbonnage, ce qui lui fait ajouter que le tracé des rues a été établi en fonction de ceux-ci. Il a suivi pas à pas les achats de rivages à savoir d'entrepôts pour le charbon d'abord sur la Haine, puis sur le canal de Mons à Condé, les achats de pièces de terre qui lui ont permis de localiser l'habitation de Degorge sur la chaussée de Valenciennes et de dater la construction des bâtiments administratifs, de l'Atelier de machines et des premières maisons ouvrières. Ces dates sont corroborées par les contrats d'assurances qui reposent aux Archives de l'Etat à Mons et ont été également utilisés, d'après mon souvenir, par M. François Roelants dans son mémoire de licence. A propos de l'Atelier de machines, une correspondance entre Cockerill et Henri Degorge de 1826-1827 a amené M. Plattens à comprendre comment un premier atelier de petite dimension a été remplacé vers 1830 par le magnifique bâtiment dont nous admirons encore les ruines. Avant de terminer par une anecdote, M. Plattens a

premier dans notre pays à analyser concrètement les techniques anciennes du fer et de la fonte, Jacques Breuer qui pensait dès avant 1950 à conserver des monuments et des objets de l'ère industrielle, et Jan Dhondt. J'ajouterai que ce dernier, en accueillant dès 1970 l'archéologie industrielle dans une réunion académique m'a suggéré l'idée de demander à l'Université de l'Etat à Mons d'organiser un Colloque. Je voudrais à ce propos remercier M. Jacques Franeau, Recteur de l'Université de Mons, mes collègues de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales et en particulier M. le Doyen Vervoort de leur compréhension, et remercier également ma collaboratrice, Mme Jacqueline Chapelle-Dulière, pour toute la peine qu'elle a prise à mettre sur pied les réunions.

**Marinette BRUWIER**

# ANNEXE I : Projet de fiche descriptive

Format quarto	1	1. Commune	n° postal	Hameau
	2			
	3	n° cadastral		
	4	rue et n°	arrondisst	Province
	5			
	6			
	7			
Réf. no		2. Site	Type (usine, mine, etc.)	
		Dénomination :		en fonction : oui non
		3. Datation		
		source :		
		4. Description	superficie :	architecte ( )
8		état actuel :		
9		matériau(x) :		
10		toiture :		
11		caractéristiques principales :	(croquis orienté au verso, svp)	
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
21		5. Outillage et machines		
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29		6. Sources	(inédites, imprimées, iconographiques)	
30				
31				
32				
33		Photo(s) jointe(s)	date :	à renvoyer : oui non
34				
35				
36				
37		Date :		A renvoyer à :
38				
39		Nom et adresse du correspondant		
40				

## PRESENTATION DE LA FICHE

La fiche d'archéologie industrielle proposée ici se divise en 6 rubriques dont la dimension sur le papier a été déterminée de façon tout à fait intuitive, comme d'ailleurs la présentation pratique de la fiche, qui est du ressort de sociétés spécialisées. Le plus important, il me semble, est d'arriver en tout premier lieu à un consensus sur le contenu de cette fiche.

La 1<sup>e</sup> rubrique concerne la localisation du site industriel. Le nom de la *commune* est tout d'abord indiqué; le *numéro cadastral* ensuite, qui est sans conteste le meilleur outil susceptible de déterminer avec exactitude l'emplacement du site. La *rue* et le *numéro* si le site se trouve dans une localité, permettant éventuellement une plus grande précision. Le *n<sup>o</sup> postal*, le nom de l'*arrondissement administratif*, celui de la *province*, seront d'heureux compléments à cette information. Enfin, le *hameau* ou le *lieu-dit* (ainsi "le Grand-Hornu", sur le territoire de la commune de Hornu) si le cas se présente, est un élément de localisation à ne pas négliger.

La 2<sup>e</sup> rubrique est consacrée plus particulièrement au site. Il s'agit tout d'abord d'en indiquer le type, c'est-à-dire de préciser quelle(s) activité(s) industrielle(s) y a (ont) été exercée(s) : si le site a connu plusieurs activités industrielles différentes, comme les usines du Pont d'Oye qui de forges sont devenues papeteries, il est évidemment très important de l'indiquer. La dénomination exacte du site doit aussi être relevée : il s'agira selon le cas de la raison sociale, ou de l'appellation usuelle (Fourneau St Michel) ou, encore mieux, de ces deux dénominations. On précisera enfin si, oui ou non, le site est toujours en fonction.

La datation du site est l'objet de la 3<sup>e</sup> rubrique. Il s'agit de préciser avec le plus d'exactitude possible la ou les époque(s) de construction. Le correspondant mentionnera également la source qui lui a permis de déterminer telle époque et telle date.

La description du site intervient dans la 4<sup>e</sup> rubrique. On renseigne tout d'abord la superficie, même approximative, du site et le nom de l'architecte ainsi que ses dates de naissance et de décès. Ensuite, son état actuel : est-il en bon état, partiellement ou entièrement ruiné ? Les différents matériaux de construction utilisés seront indiqués succinctement : cette information sera évidemment à mettre directement en rapport avec la datation (pour la fonte et le fer, par exemple). Le matériau utilisé pour la toiture et le type de celle-ci (plate, en bâtière, à croupes...) doivent également être notés. On évoquera ensuite les caractéristiques principales du site : il s'agit à ce stade non pas d'une description détaillée, mais de l'*allure générale*

du site en question. Un croquis au verso de la fiche complètera cette description. Ce croquis sera orienté; pour le reste, il peut s'agir d'une ébauche sans échelle, du moment que les dimensions soient inscrites en regard du dessin.

Une cinquième rubrique s'attache aux biens meubles du site, à savoir l'outillage et les machines. Le site en est-il dépourvu? Il convient de le noter. Dans le cas contraire, on précisera quel outillage, quelles machines subsistent, de quel type, en quel état. Si certaines pièces, ou des machines entières, sont entreposées en un autre lieu, il est bien entendu de première importance de le signaler.

La 6e et dernière rubrique est destinée à recueillir toutes les indications de sources telles que manuscrits, ouvrages divers, dessins, photos, etc... et éventuellement l'adresse des personnes ou des organismes possédant tel ou tel document.

Si l'on joint des photos à la fiche, on voudra bien en préciser la date.

Au bas de la fiche, une place est ménagée d'une part pour la date du passage sur le site, le nom et l'adresse du correspondant, d'autre part pour le nom de l'association d'archéologie industrielle destinée à recueillir les envois de fiches.

\*  
\* \* \*

Quant au classement des fiches, il se ferait de façon analytique, en l'occurrence suivant le type d'industrie. La liste des industries mise au point par le Ministère des Affaires Economiques pourrait servir de modèle. Le type d'industrie serait indiqué sur la vedette de la fiche.

Il serait en outre intéressant de prévoir un classement réalisé de manière à pouvoir d'un coup d'oeil repérer quelques points essentiels ayant trait au même type de bâtiment. Il s'agirait, concrètement, d'utiliser un type de fiche ayant d'un côté un bord en retrait par rapport à la fiche suivante. Ce système, d'utilisation courante, permet de présenter jusqu'ici une cinquantaine de fiches sur une seule rangée. Les cases prévues sur le projet de fiche, et qui comportent des numéros seraient susceptibles d'être complétées par une croix ou quelques signe ou couleur particulière. De cette manière on pourrait savoir, parmi 50 monuments lesquels sont atérieurs à 1850 ou lesquels sont menacés de démolition. La liste établie en annexe propose à cet égard quelques-uns de ces points essentiels à mettre en évidence.

Enfin, le système d'inventorisation pourrait être complété par un numéro national donné à chaque monument et composé de 8 chiffres : un pour la province, 4 pour le n° postal, 3 pour le site

lui-même. Ainsi un registre, ou un petit fichier de numéros pourrait être tenu afin de pouvoir repérer rapidement tous les monuments industriels de telle province ou telle commune.

### Fiche d'inventaire — explications complémentaires (instructions aux correspondants)

n° cadastral : important pour une plus sûre localisation.

1. Commune : si le site se trouve dans un hameau ou un lieu-dit, prière d'en indiquer le nom.
2. Site : type — par ex. Grand-Hornu : sur 1ère fiche : ateliers de construction de machines  
sur 2ème fiche : cité ouvrière  
par ex. Vedrin : mines de pyrite  
par ex. Pont d'Oye : forges puis papeteries (sur le même terrain).  
Dénomination : ex. : S.A. des Charbonnages de Bois-du-Luc (raison sociale) ou appellation usuelle le cas échéant, ex. Fourneau Saint-Michel.
3. Datation : préciser le plus possible la ou les époques de construction, sinon ajouter "approx." (approximativement); indiquer la source.
4. Description :  
état actuel : indiquer si en bon état, partiellement ou entièrement ruiné.  
caractéristiques principales : donner une description aussi succincte que possible : l'*allure générale*. Ne pas oublier le croquis - même une ébauche sans échelle, mais avec dimensions !  
matériaux : brique, pierre (éventuellement type de pierre), fonte, fer, etc.  
toiture : matériau utilisé et le type de toiture.
5. Outillage et machines : indiquer si de l'outillage ou (et) des machines subsistent, quel type, en quel état. Se trouvent-ils ailleurs, et où ? l'indiquer dans ce cas.
6. Sources : indiquer tous manuscrits, ouvrages, dessins, photos connus de vous, et éventuellement le nom et l'adresse des personnes ou des organismes qui les possèdent.

Ne pas oublier date du passage sur le site, et indiquer clairement nom et adresse.

## **ANNEXE II : Association pour la Promotion de l'Archéologie industrielle en Belgique**

Son comité provisoire se compose de : MM. Maurice A. ARNOULD, professeur à l'Université libre de Bruxelles; Roland BAETENS, chargé de cours associé aux Facultés universitaires Saint-Ignace à Anvers; Herman BALTHAZAR, professeur à l'Université de l'Etat de Gand; Mlle Marinette BRUIER, professeur à l'Université de l'Etat à Mons; MM. Robert DEVLEESHOUWER, professeur à l'Université libre de Bruxelles; Luc-Francis GENICOT, chargé de cours à l'Université catholique de Louvain; Etienne HELIN, professeur à l'Université de l'Etat de Liège; Joseph MERTENS, professeur à l'Université catholique de Louvain; Joseph OPSOMER, professeur, secrétaire du Comité d'Histoire des Sciences de l'Université catholique de Louvain; Mlle Christiane PIERARD, docteur en philosophie et lettres, conservateur à la Bibliothèque de l'Université de Mons; MM. François ROELANTS du VIVIER, licencié en Histoire de l'Art et Archéologie; Jacques STIENNON, professeur à l'Université de l'Etat de Liège; Georges van den ABELEN, docteur en philosophie et lettres, conseiller général de la Fédération des Entreprises de Belgique; Mlle Els WITTE, première assistante à l'Université de l'Etat de Gand.